



STOP AU SACCAGE D'EDF et du SERVICE PUBLIC !

Les quatre fédérations syndicales représentatives des Industries Électriques et Gazières, à la suite de l'annonce de la décision du gouvernement d'augmenter le volume d'AReNH (Accès Régulé à l'électricité Nucléaire Historique) ont décidé d'un mouvement de grève pour ce mercredi 26 janvier ;

Cette décision de brader une part encore plus importante aux fournisseurs dits alternatifs, près de cinq fois en dessous du prix de marché est purement et simplement une spoliation d'EDF et une nouvelle attaque envers un des derniers fleurons de la République que représente EDF.

Ce pillage d'environ 8 Milliards d'euros ne résoudra que temporairement un problème structurel et répond en revanche aux sirènes de quelques groupes industriels concurrents d'EDF.

Et au-delà du groupe EDF, les conséquences pour le pays n'ont pas été volontairement mesurées par le gouvernement, prisonnier d'une stratégie électorale de court-terme. Comme trop souvent, au lieu de prendre une décision stratégique basée sur une planification en réponse aux besoins, l'Etat prend une décision non anticipée qui ne protégera pas les Français et cela sans traiter les véritables raisons qui ont conduit à la situation de crise des marchés de l'énergies.

Car la perspective d'augmentation de la facture d'électricité conséquence des tribulations des marchés financiers n'est que la résultante du fonctionnement du marché de l'électricité.

De plus, EDF devra maintenir ses prix mais ses concurrents ne répercuteront pas obligatoirement leurs bénéfices vis-à-vis de la décision du Gouvernement sur la facture car ils n'y sont pas obligés.

Les fédérations syndicales représentatives ont à plusieurs reprises en 2021 interpellées la direction d'EDF, le gouvernement et le Président de la République, pour que le véritable bilan de la dérégulation du marché de l'électricité soit enfin fait pour justement tenter d'éviter ce type de situation.

Alors que l'Etat impose des fermetures de centrales de production pilotables de plus en plus indispensables à l'équilibre production/consommation, pour des raisons idéologiques et politiciennes, il maintient sous perfusion une concurrence qui n'est en rien « libre et non faussée » dès que la première difficulté arrive en pillant EDF pour payer une partie de la facture.

Le gouvernement ne peut pas jouer avec le travail de plus de 100 000 salariés juste pour gagner du temps ou pour organiser de manière pernicieuse le retour du projet de démantèlement d'EDF en affaiblissant encore davantage et volontairement le groupe jusqu'à le mettre à terre.

Les fédérations syndicales entendent la sourde et légitime colère du personnel et appellent l'ensemble du corps social à se mobiliser massivement le mercredi 26 janvier 2022 pour empêcher la mise en œuvre de cette décision.

Vos organisations syndicales locales vous appellent à vous mettre en grève 1 heure à minima ce mercredi. Une délégation de vos représentants sera reçue à la préfecture, représentant de l'Etat sur notre territoire, afin d'exprimer ce mécontentement.